

La Gazette des Comores

Paraît tous
les jours sauf
les week-end

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

23^{ème} année - N° 4397 - Lundi 12 Juin 2023 - Prix : 200 Fc

INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES

L'Etat lance plusieurs chantiers



Signature contrats des chantiers routiers.

Le ministère des finances a abrité samedi 10 juin dernier une cérémonie de signatures des contrats de réhabilitation des routes nationales et secondaires. Des chantiers confiés à des entreprises aussi bien locales

qu'étrangères pour un montant global de 3 milliards de nos francs, dont 1,5 milliards fc, destinés à appuyer les initiatives des communautés locales.

LIRE SUITE PAGE 3

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE SUR L'ÉCONOMIE BLEUE :

Les travaux débutent ce lundi

LIRE PAGE 3

23 Dhoul qua anda 1444
Prières aux heures officielles
Du 11 au 15 Juin 2023

Lever du soleil:

06h 22mn

Coucher du soleil:

17h 49mn

Fadjr : **05h 11mn**

Dhouhr : **12h 10mn**

Ansr : **15h 04mn**

Maghrib: **17h 52mn**

Incha: **19h 06mn**



Cantonné à des appuis non conditionnés (Kenneth, Covid-19...) ces dernières années, le Fonds Monétaire International est de retour aux Comores, cette fois pour une assistance structurelle dans la mise en œuvre d'une vraie politique d'assainissement avec en point d'orgue l'augmentation des recettes budgétaires en élargissant l'assiette fiscale.

Le retour intervient dans un moment charnier où l'Etat comorien a engagé un certain nombre de réformes qui risquent d'être impactées par une conjoncture internationale des plus défavorables. « Après le cyclone Kenneth en 2019 et la pandémie de COVID-19 en 2020-21, la guerre en Ukraine a porté un nouveau coup dur au pays en provoquant une dégradation des termes de l'échange » comme ça été demandé dans la lettre d'intention du gouvernement comorien en sollicitant « l'achèvement de la deuxième et dernière revue au titre du programme de référence », l'appui du FMI dans le cadre d'un prêt de 43 millions de dollars étalé sur quatre ans au titre du programme Facilité Elargie de Crédit (FEC).

Cette nouvelle ère de coopération coïncide avec l'arrivée d'une nouvelle représentante résidente aux Comores, Rima Ariss Turk. Economiste formée à l'école libanaise plus particulièrement à

ECONOMIE

Le Fonds Monétaire International est de retour

l'Université Américaine de Beyrouth, elle a obtenu un doctorat en 2004 à la Cardiff Business School au Pays de Galles. Avant de rejoindre le FMI en 2013 en tant que Senior Economist, Rima Turk a enseigné les finances à l'Université Américaine de Beyrouth de 2004 à 2011. Concomitamment à son travail au FMI, la nouvelle représentante a aussi publié en compagnie d'autres chercheurs « Forte création de liquidités et faillites bancaires » ou encore « La religiosité contre effets de bien-être sur le comportement des investisseurs » des études dans des revues spécialisées (Journal of economic Behavior & organization, Journal of Financial stability forthcoming)*.

L'expérience et la compréhension des enjeux économiques de la nouvelle représentante d'origine libanaise peuvent être des atouts pour les autorités comoriennes dans la mise en œuvre des différentes réformes à venir et celles déjà demandées conformément aux engagements du gouvernement comorien. « Nous nous engageons de continuer à collaborer étroitement avec l'équipe du FMI au cours de l'exécution du budget et, si nécessaire, ferons des ajustements budgétaires. Étant donné que le fardeau de notre dette n'a cessé d'augmenter, reflétant les besoins

substantiels du pays en matière de développement, nous tâcherons également de limiter les financements non concessionnels » peut-on lire dans le memorandum de politiques économiques et financières (MPEF).

Dans ce document, le gouvernement comorien s'engage à limiter les effets néfastes. « Nos principaux objectifs à court terme seront de nous adapter aux chocs des prix des denrées alimentaires et du carburant tout en continuant à soutenir la reprise après la pandémie et à maintenir la viabilité de la dette » de l'inflation surtout auprès des populations les plus vulnérables. Sur le plan structurel, le gouvernement espère que la hausse des prix du riz ordinaire (20%) et des produits pétroliers de 25, 44, 40% pour l'essence, le diesel et le pétrole permettront à la SCH et l'ONICOR « d'être rentables à partir de 2023, et de commencer à rembourser leurs prêts, car la baisse attendue des prix mondiaux devrait faire baisser les coûts en dessous des prix de vente » et par effet d'entraînement de remettre à flot deux des anciens fleurons de l'économie comorienne qui sont depuis tombées dans un état de quasi-morbidité à cause d'un endettement sans précédent.

Une situation symptomatique pour la plupart des sociétés d'Etat qui



La représentante du FMI à Moroni avec les journalistes.

se retrouvent presque toutes dans le rouge, comme c'est le cas de la grande malade de l'Etat, la Société Nationale de l'Electricité (SONELEC). L'avenir de ce dernier reste hypothétique du moins dans sa forme actuelle. « La société d'électricité SONELEC mettra plus de temps à devenir rentable, en raison des coûts de production élevés et des inefficacités de la distribution. Un plan est en cours d'élaboration pour assurer la transition de la SONELEC vers des technologies plus efficaces » avance le memorandum. Une perspective qui n'est pas pour éclairer la lanterne des comoriens qui ont pris l'habitude de vivre comme un éternel retour les aléas de l'électricité qui reste l'une

des réformes (jamais achevée) prioritaires que se fixent les gouvernements successifs depuis presque trente ans.

Sur le plan du contrôle budgétaire, le gouvernement promet des efforts sur la gestion de la masse salariale « en s'appuyant sur la récente fusion de trois bases de données salariales insulaires distinctes en une seule base de données nationale » par l'unification d'un seul fichier. Une réforme qui peut mettre fin du moins atténuer le phénomène des fonctionnaires fantômes au niveau de la fonction publique.

AS Badraoui

Ministère de la Santé, de la Solidarité, de la Protection Sociale et de la Promotion du Genre

Direction Générale de la Santé

Projet d'Amélioration de la Qualité de l'Offre de Soins de Santé (ODS)

Date de publication : : 12 Juin 2023

Date de Clôture : 03 juillet 2023

AAO N°: ODS /2023/ 003

Marché N°: : ODS /2023/ 006

Le Ministère de la Santé, de la Solidarité, de la Protection Sociale, et de la Promotion du Genre de l'Union des Comores a obtenu un financement de l'Agence Française de Développement pour financer le coût de Projet d'Amélioration de la Qualité de l'Offre de Soins de Santé (ODS). Il est prévu qu'une partie des sommes accordées au titre de ce financement sera utilisée pour effectuer les paiements prévus au titre du présent marché d'Acquisition des mobiliers de bureaux et équipements au profit de l'hôpital de pôle de Fombouni à Ngazidja et du centre hospitalier insulaire de Fomboni à Mwali.

Le Ministère de la Santé, de la Solidarité, de la Protection Sociale, et de la Promotion du Genre de l'Union des Comores sollicite des Offres sous pli fermé de la part de Soumissionnaires éligibles pour la fourniture de l'acquisition des mobiliers de bureau et équipements au profit de l'hôpital de pôle de Fombouni à Ngazidja et du centre hospitalier insulaire de Fomboni à Mwali.

Les Soumissionnaires éligibles et intéressés peuvent obtenir des informations auprès de la Cellule de Gestion du Projet ODS sis au quartier Oasis à côté du bâtiment DH ou par téléphone au 733 23 41 / 343 86 07 ou via email : saiddjaffar@gmail.com avec copie à passationmarches773@gmail.com et prendre connais-

sance des Documents d'Appel d'Offres à partir du lundi au jeudi de 8 h 00 à 16 h 00 mn h et vendredi de 8 h 00 à 13h 00.

Les Soumissionnaires intéressés peuvent obtenir les Documents d'Appel d'Offres complets en langue française en formulant une demande écrite à l'adresse mentionnée ci-dessus ou le télécharger via le site www.afd.dgmarket.com.

Les Instructions aux Soumissionnaires et les Cahier des Clauses Administratives et Générales sont ceux du Document Type d'Appel d'Offres pour la Passation de Marchés de Fournitures de l'Agence Française de Développement.

Les Offres devront être soumises à l'adresse ci-dessus au plus tard le 03 juillet 2023 à 10 h 00 au siège du Projet sis à Moroni Oasis à côté de DHL. Les Offres doivent comprendre une garantie de soumission de l'Offre pour un montant de sept cent soixante Euros (760 Euros) soit trois cent soixante-treize mille huit cent quatre-vingt-dix francs comoriens (373 890 KMF).

Les Offres seront ouvertes en présence des représentants des Soumissionnaires qui le souhaitent à la Cellule de Gestion du Projet ODS sis à Oasis Moroni à côté du bâtiment DHL, 03 juillet 2023 à 10 h 30.

Les exigences en matière de qualifications sont : précisées dans

a) **Éligibilité** (nationalité, conflit d'intérêts, Éligibilité au financement de l'AFD, Entreprise publique)

b) **Antécédents en matière de non-exécution de marché** (Antécédents de non-exécution de marché, Exclusion dans le cadre de la mise en œuvre d'une Déclaration de Garantie de Soumission ou du retrait de l'Offre au cours son délai de validité, Litiges en instance)

c) **Situation et Performance Financières** (Capacité financière (ratio de liquidité $\geq 1,1$ & ratio d'endettement $\leq 80\%$) ; Chiffre d'affaires annuel moyen $\geq 100\ 000$ Euros)

d) **Expérience** (expérience générale (Avoir un nombre minimum de 3 marchés similaires durant les 5 dernières années) ; expérience spécifique (Disponibilité, à la date limite de soumission des Offres, d'un service après vente (y compris en formation, en entretien et maintenance) et de pièces rechange implanté dans le pays de l'Acheteur depuis au moins 6 mois, pour les Fournitures proposées dans l'Offre))

INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES

L'Etat lance plusieurs chantiers

Une sortie du tunnel est en vue, pour de nombreuses localités qui ont durant des années, été coupées du reste du monde par des routes impraticables. Le gouvernement vient de lancer un grand nombre de chantiers de rénovation des routes principales et secondaires. Un mois après la signature avec la BAD pour le financement des axes routiers de Mwali et Ndzouani, le ministère des finances a abrité une autre cérémonie pour la signature des contrats pour l'exécution des travaux des routes principales et secondaires de plusieurs localités de Ngazidja pour un coût global de 3 milliards fc, dont 1,5 milliards fc, en appui à des chantiers commen-

cés par des communautés locales.

« Il y a presque un mois dans cette même salle, nous avons signé avec la BAD des contrats de financement de réhabilitation des routes à Ndzouani et Mwali. Je tiens à vous remercier car vos prières faites ce jour là, ont été exhaussées », s'est félicité le ministre des finances, du budget et du secteur bancaire Mze Abdou Mohamed Chanfiou. Et d'enchaîner: « Comme vous le saviez, les infrastructures routières sont très importantes pour le développement de notre pays. Le chef de l'Etat nous a recommandé que chaque fois que nous projetions de réhabiliter des grands axes, il nous faut toujours inclure les routes secondaires. »

À en croire l'argentier du pays, la décision du gouvernement d'appuyer ces initiatives communautaires vient également d'une note en conseil présentée par le ministre de l'aménagement. Une idée embrassée par le président de la République qui a dans la foulée donné son aval d'après toujours Mze Abdou Mohamed Chanfiou, selon qui le chef de l'Etat leur a recommandé d'inclure les entreprises locales dans les marchés notamment pour les routes secondaires.

L'exécution de ces chantiers est confiée aux sociétés : STC, Kulac et CGC. Les routes concernées, dans le nord de Ngazidja s'agissent de Mitsamihouli -

Mwemboidjou - Kouwa pour un financement estimé 838 millions de fc, Koua- Ouellah - Ouemani pour 177 millions fc, Ouellah - Ouemani 659 millions fc et Djomani - Helendje pour un montant de 659 millions fc.

Dans la région de Hamahamet, ce sont les routes qui relient la localité de Dimadjou pour un montant de 390 millions fc, de Bouni pour un financement estimé à 361 fc. Par contre l'Etat prend entièrement la charge des financements de la bretelle qui part de Salimani Itsandra à Mdé en passant par Tsidje, Dache, Mkazi pour un montant estimé à 866 millions fc. Autre bretelle, c'est celle reliant Mde à Iconi et Mbachile pour un

financement estimé 378 millions fc. La jonction Graphica - Malouzini est également incluse avec un montant estimé à 190 millions de nos francs.

Pour rappel, l'Etat s'est d'ores et déjà engagé à réhabiliter à Ndzouani, les axes routiers reliant Ntsembehou à Gobei pour un financement estimé à 380 millions fc, et Hamjako vers Sadapoini pour 460 millions fc. Pour Mwali c'est la route desservant la localité de Ziroundani avec un financement de 150 millions fc.

Maoulida Mbaé

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE SUR L'ÉCONOMIE BLEUE :

Les travaux débutent ce lundi

La conférence ministérielle sur l'économie bleue et l'action climatique en Afrique : les états insulaires et côtiers à l'avant-plan, s'ouvre ce lundi à Moroni. Une trentaine de délégations est attendue à Moroni pour ce grand rendez-vous.

En février 2023, l'Union des Comores a pris la présidence de l'Union africaine (UA). Dans son discours d'investiture, le président Azali Assoumani a annoncé que l'économie bleue, l'action climatique et la défense des intérêts des États insulaires figureraient parmi ses priorités. L'UA a reconnu le rôle primordial que l'économie bleue peut jouer dans la contribution du continent africain à l'action climatique, la transformation économique, l'innovation et le développement socio-économique.

La Commission de l'Union afri-

caine (CUA), la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (UNECA), l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), la Commission de l'océan Indien (COI) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) organisent conjointement une conférence ministérielle de trois jours sous l'égide de la présidence comorienne de l'Ua sur "l'économie bleue et l'action climatique en Afrique : les États insulaires et côtiers à l'avant-garde" avec un accent sur l'initiative de la Grande Muraille bleue. Cette conférence, qui intègre des sessions d'experts et un segment de haut niveau, se tient du 12 au 14 juin 2023 à Moroni.

La réunion regroupera 9 pays de l'océan Indien occidental et les petits États insulaires africains (Afrique du Sud, Union des Comores, Kenya, Madagascar, Maurice, Mozambique,



Seychelles, Somalie, Tanzanie, Cap Vert, Guinée Bissau et Sao Tome et Principe). Il y'aura une séquence technique les 12 et 13 juin déclinée sur la Session sur l'accélération de l'initiative de la Grande Muraille Bleue et une table ronde sur les spécificités et les opportunités pour les États insulaires africains en vue de la mise en œuvre de l'initiative de la Grande Muraille bleue. Un segment de haut niveau sur l'économie bleue et les spécificités des États insulaires d'Afrique avec les dirigeants poli-

tiques des États insulaires et côtiers africains aura lieu le 14 juin 2023.

La conférence permettra de mettre en évidence et réaliser l'engagement des États insulaires africains dans la conduite d'un mouvement pour l'économie bleue et la résilience des océans et du climat, affirmer l'engagement politique des États insulaires et côtiers en faveur de la Grande muraille bleue et accélérer sa mise en œuvre en tant qu'initiative collective, fédératrice et porteuse de changements pour la résilience océa-

rique et climatique, et le développement d'une économie bleue authentiquement durable, inclusive et innovante, faciliter les synergies entre les gouvernements, les organisations continentales, régionales et les partenaires au développement, le secteur privé, la société civile et le monde universitaire, dans la mise en œuvre de l'initiative de la Grande Muraille bleue, renforcer la coopération en matière d'économie bleue dans la région et examiner les défis de développement rencontrés par les PEID africains et identifier les opportunités pour la prise en compte des spécificités insulaires à l'échelle continentale et pour accélérer le développement de l'économie bleue et de l'économie circulaire pour notamment par le commerce des biens et des services en s'appuyant sur les modalités de la ZLECAF.

Nassuf Ben Amad

VENTE DES PRODUITS PÉTROLIERS

Vers une mise en place d'un cadre de concertation entre la Sch et Sndpp

Après plusieurs échanges entre la Société comorienne des hydrocarbures (Sch) et le Syndicat national des distributeurs des produits pétroliers (Sndpp), les deux parties ont convenu de mettre en place un cadre de concertation pour étudier et traiter les questions qui les préoccupent.

Après des semaines de tension, la situation commence à s'améliorer. Les deux parties ont décidé de mettre en place un cadre de concertation pour traiter et étudier leurs litiges. Dans un courrier daté du 07 juin 2023 adressé à la SCH, et dont nous avons obtenu une copie, le syndicat sollicite la mise en place dans le plus bref délai, d'une commission ad hoc tripartite (SCH - SNDPP - Ministère

de l'énergie) pour traiter tous leurs problèmes. Selon le courrier, quelle que soit la modalité d'achat auprès du fournisseur au comptant ou à crédit, ils sont tous confrontés aux mêmes soucis dans le fonctionnement et l'exploitation dans leurs stations services.

On peut citer entre autres le non respect des délais de livraison dans la capitale ou dans les régions de Ngazidja ou bien le constat des manquants sur les quantités vendues par rapport aux quantités commandées or aucune procédure, voire aucune réclamation n'est prise en considération par le fournisseur afin d'obtenir un avoir sur la prochaine commande à effectuer. « Les quantités livrées au quotidien dans les stations services présentent souvent des manquants et nous ne disposons

d'aucun moyen de barèmage afin de contrôler la quantité dans les cuves des camions qu'après livraison », souligne cette lettre du SNDPP. Le syndicat revendique aussi l'accompagnement du réseau des distributeurs par la SCH dans la mise aux normes du dispositif de stockage avec l'installation des vannes de purge et de Visio-flow sur les cuves respectives afin de garantir la qualité des produits vendus pour ne citer que ceux-là.

De son côté, la Société comorienne des hydrocarbures a répondu par un courrier qui date du 08 juin 23, dans elle se dit favorable à la mise en place d'un cadre de concertation pour élaborer et traiter les propositions soulevées par le syndicat. Ainsi les ministères de l'énergie et des finances accompagneront

cette commission de concertation si la situation l'exige. « La société a par la suite accordé deux mois de crédit aux trois stations qui jusqu'à présent n'arrivent pas à payer au comptant, le temps de se conformer aux conditions d'achat au comptant. Quant aux autres qui avaient respecté l'application de la note par l'achat au comptant et par paiement par chèque verront leurs chèques présentés à leurs banques de domiciliation le lendemain. Les autres clients qui payaient au comptant et en espèce continueront avec ce mode de paiement », lit-on sur cette lettre de SCH adressé au SNDPP.

Interrogé sur cette question, le secrétaire général du Syndicat Ryad Sagaf se dit satisfait de la compréhension de leur fournisseur. « Nous avons eu un entretien avec la direc-

tion de SCH en présence du délégué à la défense, on a échangé sur les questions que nous avons soulevées. Sachant que nous voulons trouver des solutions afin de faciliter un meilleur dialogue avec notre fournisseur. Nous sommes confrontés à beaucoup de soucis. Raison pour laquelle nous souhaitons la mise en place de cette commission de concertation. En tout cas, nous sommes convenus à la mettre en place dans les plus brefs délais. Nous restons disposés à désigner nos représentants dans cette commission tripartite. Ce qui nous mènera à un dénouement du conflit, propice à notre secteur d'activités », dit-il.

Nassuf Ben Amad

JOURNÉE MONDIALE DES OCÉANS

Des discussions pour améliorer la gestion des déchets en mer

L'Union des chambres de commerce (UCCIA) avec l'organisation patronale (Opaco) ont rencontré les maires, des travailleurs de la mer et quelques organisations pour échanger sur l'amélioration de gestion des déchets en mer qui nuisent à l'économie bleue. Cette initiative rentre dans le cadre de la célébration de la journée mondiale des Océans.

La journée mondiale des océans a été célébrée à Moroni jeudi dernier. Cette initiative appuyée par l'Union des chambres de commerce et d'industrie (UCCIA) et l'organisation patronale (Opaco) a vu la participation des maires et des travailleurs de la mer. Devant l'assistance, le secrétaire général de l'Uccia a montré l'importance de cette journée. « La journée mondiale des océans rappelle à chacun que les océans jouent un rôle important dans notre vie. Toutefois le rejet des déchets en mer détruit non seulement la beauté des mers mais aussi la vie des poissons. Une destruction qui ne favorise pas l'économie bleue », déclare-t-il. Et de poursuivre : « C'est important de poser à l'occasion de cette journée, les vraies problématiques liées à la gestion des mers pour



adopter des mesures pour améliorer la sécurité des mers ».

« Planète océan : les courants changent », tel est le thème choisi cette année pour célébrer cet événement annuel. À travers ce thème, le Système des Nations Unies rappelle la valeur des océans. Lors de son intervention, Ibrahim Ali Mohamed, président of the National Platform for Young Entrepreneurs in Comoros islands, a rappelé que l'océan produit au moins 50% de l'oxygène de la planète et abrite la

majeure partie de la biodiversité terrestre. Elle est notamment la principale source de protéines pour plus d'un milliard de personnes dans le monde. Pour lui, il est plus que nécessaire de s'intéresser à la protection des océans. « Cette journée a été créée pour élaborer et adopter des mesures pour améliorer la sécurité et la sûreté des transports maritimes internationaux et pour prévenir la pollution des mers par les navires et par le rejet de déchets en mer », dit-il.

S'il est important de sensibiliser le public sur la place fondamentale qu'elles occupent dans notre écosystème, et sur les menaces auxquelles elles font face à cause des activités humaines, cette journée veut notamment mobiliser et unir les populations du monde entier autour d'une gestion plus durable des océans, tout en rendant hommage à leur beauté et à leur richesse.

Kamal Gamal

La Gazette des Comores
Fondateur et Directeur général
Said Omar Allaoui
Directeur de la publication
Elhad Said Omar
Rédacteur en chef
Mohamed Youssouf
Secrétaire de rédaction
Toufé Maecha
Rédaction
A. Mmagaza
M.I.M Abdou
Maoulida Mabé
Andjouza Abouheir
Nassuf Ben Amad
Kamal Gamal Abdou
Nabil Jaffar
Riwad
A Bardraoui
Mise en page
Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
Mariama Mhoma
Documentation archiviste
Hadidja Abdou
Photographe / Site Web
Mohamed Said Hassane
Impression
Graphica Imprimerie
www.lagazettedescomores.com
Tel: 773 91 21/ 322 76 45



EXPERTISE FRANCE RECRUTE UN.E CHARGE.E SUIVI EVALUATION REDEVABILITE ET APPRENTISSAGE (SERA)

Intitulé du poste : Chargé.e de suivi, évaluation, redevabilité et apprentissage (SERA) mutualisé.e pour le projet CoReg et le dispositif d'AT ODS

Lieu d'affectation : Grande Comore – Moroni

Durée : 1 an renouvelable

Type de contrat : CDD de droit local

Statut du candidat : Portage salarial

Date limite de candidature : 16 juin 2023

CONTEXTE

Expertise France recrute un.e chargé.e de suivi, évaluation, redevabilité et apprentissage (SERA) pour le projet coopération régionale en santé en Union des Comores (CoReg) et son dispositif d'Assistance technique au projet Offre de Soins (AT ODS) en Union des Comores. Le projet CoReg vise à améliorer l'offre de soins en Union des Comores grâce à la coopération régionale en santé. Il comprend deux composantes : l'appui à la coopération régionale en santé et l'appui au renforcement de filières de soins ciblées. EF met en œuvre le projet en partenariat avec le ministère de la Santé de l'Union des Comores.

Le dispositif d'Assistance technique Offre de soins (AT ODS), quant à lui, vise à améliorer l'accès aux soins de la population comorienne. Il comprend des actions de renforcement des capacités, d'amélioration de la qualité de l'offre de formation et de la gouvernance du système de santé. Le ministère de la Santé de l'Union des Comores met en œuvre le

projet ODS, Expertise France appuie le Ministère de la Santé de l'Union des Comores à travers la mise à disposition d'une Assistance technique.

PRINCIPALES MISSIONS

Le/la chargé.e SERA aura la charge de définir et mettre en œuvre le plan de suivi-évaluation des deux projets, ainsi que de gérer le dispositif élaboré pour chacun d'eux.

Ses principales missions seront les suivantes :

- Développement et mise en œuvre d'un cadre harmonisé SERA pour chacun des deux projets
- Appui aux activités de SERA des deux projets, notamment la collecte, la compilation et l'analyse des données
- Appui technique aux partenaires du projet CoReg : Unité de coordination ministérielle, Centre Hospitalier Universitaire de la Réunion, Centre hospitalier de Mayotte, Agence régionale de santé de Mayotte, autres partenaires éventuels
- Appui au dispositif SERA du projet Offre de Soins en lien avec l'Unité de gestion projet du Ministère

Cette liste n'est pas exhaustive. Les missions sont détaillées dans l'offre en ligne (lien ci-dessous).

PROFIL RECHERCHÉ

- Diplôme universitaire/de l'enseignement supérieur (master) en gestion de projet, gestion d'entre-

prise, économie, sociologie, statistiques, gestion de données, épidémiologie, santé publique, sciences sociales, socio-économie et autre(s) discipline(s) connexe(s)

- Expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans des fonctions liées au suivi-évaluation de projets, de préférence dans le secteur de la santé
- Bonne maîtrise des fondamentaux de la gestion de projet et du cycle de projet
- Très bonne maîtrise des outils bureautiques, notamment MS Office (Word, Excel, PowerPoint)
- La Maîtrise de logiciel de suivi-évaluation (Kobotoolbox, power bi, etc.) est un atout
- Capacités de planification et d'organisation : autonomie, rigueur et méthode, ponctualité, priorisation des tâches, sens des responsabilités
- Excellentes qualités de communication : sens de la diplomatie ; capacité de communication avec des interlocuteurs de différents niveaux et de différentes nationalités ; qualité d'écoute ;
- Capacités pour le travail en équipe et la collaboration

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

• Les candidatures (CV, lettre de motivation et deux références) doivent être envoyées à l'adresse suivante rh.comores@expertisefrance.fr, avec pour objet « **Candidature Chargé.e de suivi-évaluation-projets COREG et AT ODS** ».

• L'offre complète est disponible sur le site d'Expertise France : <https://urlz.fr/IZHK>

FÊTE DES SCIENCES DU GSFA

Une journée d'échanges et de découvertes scientifiques

Le Gsfa a été le lieu d'une véritable effervescence lors de la 18e édition de sa fête des Sciences, samedi 27 mai dernier. Une journée exceptionnelle qui a permis de célébrer les travaux des collégiens et lycéens. Un événement placé sous le haut patronage du Ministère de l'Éducation nationale.

La journée a débuté par l'inauguration des stands, où les élèves du GSFA ont présenté leurs projets scientifiques. Les visiteurs ont ainsi pu découvrir une multitude de sujets passionnants, allant de la biologie en passant par la physique et la chimie. Les jeunes scientifiques étaient fiers de partager leurs découvertes et leurs expériences avec les autres élèves et les invités.

Parmi les personnalités présentes, un représentant d'une université de Djibouti ou encore une délégation de l'institut Confucius. Plusieurs écoles étaient conviées à l'événement dont l'École Mbae Trambwe ou encore La Maison des écoles. La journée s'est achevée en beauté avec un défilé mettant en scène les élèves de Terminale A



vêtus de tenues traditionnelles, reflétant ainsi la richesse culturelle du pays.

Cette fête des sciences a non seulement permis aux jeunes scientifiques en herbe de partager leur passion pour les sciences, mais elle a également favorisé les échanges et les rencontres entre les différentes

écoles participantes. En créant un environnement propice à la découverte et à l'apprentissage, le GSFA a démontré une fois de plus son engagement pour l'éducation et le développement des compétences scientifiques de ses élèves.

Andjouza Abouheir

La Gazette des Comores
BP 2216 Moroni - UNION DES COMORES
Tél. (269) 37-79-80 - 33 26 76

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse postale : _____ email : _____
Tél. : _____ Fax : _____ Mob : _____

Périodicité :

3 mois Montant : _____
6 mois Montant : _____
12 mois Montant : _____

Mode de règlement :

Espèces
Chèque n° : _____
Virement bancaire réf. : _____

Moroni le,

Signature : _____

Tarifs d'abonnement

(Valable à compter du 1er janvier 2016)

	Mensuel		Trimestriel		Semestriel		Annuel	
	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro
Comores	4 500	9	12 500	25	25 000	51	50 000	102
Etranger	6 000	12	17 000	35	32 000	65	62 500	127



UNION DES COMORES

Unité – Solidarité – Développement

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DE L'EAU ET DES HYDROCARBURES

PROJET D'ACCÈS À L'ÉNERGIE SOLAIRE AUX COMORES

UNITÉ DE COORDINATION DU PROJET

AVIS DE RECRUTEMENT

Le Projet d'Accès à l'Énergie Solaire aux Comores recrute pour son Agence d'Exécution du Projet (AEP), deux (02) stagiaires en passation des marchés publics.

Les candidats intéressés sont priés de prendre connaissance des termes de référence en envoyant une demande à l'adresse mail suivante : aep.paesc@gmail.com prendre connaissance des termes de référence.

Date de publication : 08 juin 2023

Date limite de dépôt des candidatures : 29 juin 2023 à 12h30 heure locale de Moroni

1. CONDITIONS DE CANDIDATURE

- Les conditions requises sont les suivantes :
- Être de nationalité comorienne,
 - Être âgé de moins de 25 ans,
 - Récemment diplômés (2020 et 2022) d'un établissement d'enseignement national ou international reconnu,
 - Être titulaire d'au moins une licence en droit, gestion,

ingénieur ou domaines connexes,

- Expérience professionnelle non requise,
- Connaître les outils informatiques de base (Word, Excel et PowerPoint),
- Avoir de bonnes compétences en communication orale et écrite en français. La maîtrise de l'anglais sera un avantage.

2. DUREE ET ATTESTATION

Les stagiaires seront formés progressivement par le spécialiste en passation des marchés du projet pour une période de deux ans non renouvelables.

À l'issue de cette période de formation, les stagiaires devraient être en mesure de rechercher des opportunités sur le marché du travail, pour être potentiellement embauchés en tant qu'assistants en passation des marchés par les autorités contractantes des ministères ou par les unités de gestion des projets financés par la Banque Mondiale.

Un certificat d'attestation de stage, signé par le coordinateur de l'Unité de Coordination du Projet sera octroyé aux stagiaires après les deux ans effectivement passés à acquérir les compétences requises pour

devenir un assistant en passation des marchés publics.

La durée du stage pourra être écourtée dans le cas du non-respect des règlements de travail en vigueur dans l'Unité de Coordination du Projet. Une observation écrite sera faite au stagiaire pour les manquements avérés. Après deux observations, le stagiaire sera renvoyé sans attestation de stage.

3. CONSTITUTION DU DOSSIER

Les candidats intéressés devront fournir un dossier composé de :

- Une lettre de motivation adressée à monsieur le Coordinateur de l'Agence d'Exécution du Projet d'Accès à l'Énergie Solaire aux Comores - Ministère de l'Énergie, de l'Eau et des Hydrocarbures;
- Un curriculum-vitae ;
- Une copie certifiée conforme à l'original du diplôme ;
- Une copie de la CNI ou Passeport.

Les dossiers de candidature seront déposés au Secrétariat de l'Agence d'Exécution du Projet, situé sur la route de Salimani – Sahara, Moroni.



UNION DES COMORES

Unité – Solidarité – Développement



MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DE L'EAU ET DES HYDROCARBURES

PROJET D'ACCÈS À L'ÉNERGIE SOLAIRE AUX COMORES (P177646)

AGENCE D'EXECUTION DU PROJET (AEP)

AVIS DE RECRUTEMENT

Assistant(e) Administratif (ve) (AEP)

Le projet d'accès à l'énergie solaire aux Comores recrute pour son Agence d'Exécution du Projet, **un(e) Assistant(e) administratif (ve)**.

Les candidats intéressés sont priés de prendre connaissance des termes de références à partir du lien ci-après : <https://soneleccomores.com/>

Date de publication : 24 mai 2023

Date limite de dépôt des candidatures : 13 juin 2023, 14h00

1. Principales missions

Sous l'autorité et la supervision directe du Coordonnateur de l'AEP, l'Assistant(e) Administratif(ve) est chargé(e) d'une mission d'assistant(e) de direction qui consiste à aider le Coordinateur en le déchargeant des tâches administratives, gérer son agenda et tenir le secrétariat de l'AEP. L'Assistant(e) Administratif (ve) joue aussi un rôle d'interface auprès des divers interlocuteurs du Coordinateur.

Il(elle) réalise les tâches ci-après en conformité avec le Manuel Administratif et Financier.

Description spécifique des activités principales

Le/la titulaire du poste accomplit les tâches suivantes :

- Organiser et gérer les rendez-vous et l'agenda du Coordonnateur ;
- Réaliser la gestion administrative du courrier
- Mettre en place et gérer un système d'archivage, de classement et de suivi des dossiers administratifs du Coordonnateur et de l'AEP ;
- Organiser les réunions de Coordination, préparer, rédiger, faire le suivi et mettre à jour les correspondances, saisir et distribuer les documents nécessaires à la tenue de la réunion ;
- Assister le Coordonnateur lors des réunions ;
- Classement et d'archivage les documents de référence
- Classer les documents, informations et fonds documentaires d'une activité
- Assurer un accueil de qualité en veillant à la prise en charge des visiteurs ;
- Préparer les correspondances et enregistrer les courriers Départ ;
- Distribuer les courriers imputés aux membres de l'équipe et assurer le suivi de leur traitement ;
- Préparer les missions du coordinateur et prendre les dispositions relatives à ses déplacements en assurant la liaison avec les autres services ;
- Saisir des documents numériques
- Tenir et mettre à jour les listes et adresses officielles utilisées dans le cadre des activités du Projet ;
- Concevoir et suivre le tableau de bord
- Effectuer toute autre tâche qui lui sera confiée par le Coordinateur dans le cadre des activités du projet.

2. Profil et qualification du Consultant

Cette mission nécessite un Consultant individuel répondant au profil ci-après :

Qualifications et expériences minimales requises :

Éducation et niveau de formation : Diplôme au moins égal à un Bac. + 3 années (licence)

Spécialités recherchées : Secrétariat/Assistanat de Direction, Gestion Administrative

Expérience dans le domaine ou les spécialités recherchées Cinq (5) années dont au moins 3 années dans un poste similaire au sein d'une institution ou d'un projet financé par les bailleurs de fonds internationaux ou d'organisme de grande envergure, expériences réussies et récentes

Autres Connaissances requises

Logiciels bureautique

Autres compétences nécessaires

Démontrer de l'écoute et de la disponibilité
Sens des priorités
Méthode de classement et d'archivage
Veille informationnelle

Bon esprit d'initiative
Excellente communication écrite et orale
Excellente capacité de synthèse
Faire preuve d'adaptabilité et d'ouverture au changement

Attitudes/valeurs exigées

Avoir le sens du service-client
Discrétion, confidentialité
Efficacité/Efficience
Intégrité/Honnêteté
Rigueur
Disponibilité
Réactivité

Critères de performance du poste :

- (i) courrier et correspondances gérés correctement
- (i) Notes des comptes rendus de réunions fournis dans les délais impartis ;
- (iii) Accueil des visiteurs ;
- (iv) Suivi des correspondances
- (v) Qualité de préparation et d'organisation des réunions ;
- (v) Archives des dossiers de la coordination ;

Les candidatures féminines sont fortement encouragées.

Le français sera la langue de référence pour la réalisation de l'ensemble des activités prévues dans le cadre de cette mission.

3. Localisation du poste, durée du contrat et installation

Le poste sera basé dans les locaux dédiés au projet à Moroni aux Comores.

4. Durée du Contrat

Le premier contrat sera d'une **durée de 12 mois**, assortie d'une période **d'essai de 6 mois maximum**. Si à l'issue de cette période, l'évaluation des performances est satisfaisante, le contrat sera d'un an renouvelable selon les résultats de l'évaluation annuelle des performances.

5. Constitution du dossier

Les candidats intéressés devront fournir un dossier composé de :

- Une lettre de motivation adressée au Coordonnateur de l'Agence d'exécution du projet (AEP) ;
- Un curriculum-vitae actualisé ;
- Des copies certifiées conformes à l'original des diplômes, certificats et tout autre document attestant l'expérience professionnelle ;
- Une lettre d'engagement à déclarer tout conflit d'intérêt avant l'entrée en fonction ;
- Une copie de la CNI ou Passeport.

Bien plus, le candidat devra avoir un casier judiciaire vierge et ne devra pas avoir été révoqué de la Fonction Publique, de la Magistrature ou d'un organisme parapublic ou privé. Des renseignements complémentaires en rapport avec les compétences, l'expérience et l'éthique des candidats présélectionnés pour le poste pourraient être vérifiés ultérieurement.

Les dossiers de candidature adressés sous pli fermé avec la mention « **Candidature au poste d'Assistante Administratif de l'Agence d'Exécution du Projet** » seront déposés au Secrétariat de l'Agence d'Exécution du Projet **PAESC**, route de Salimani-Sahara-Moroni, Union des Comores, **au plus tard le 13 juin 2023 à 14 h 00 précises**.

6. Condition d'emploi

- L'Assistante Administratif sera une personne physique et individuelle rattaché à l'Agence d'exécution du Projet ;
 - C'est un poste individuel à temps plein ;
- L'Assistant(e) Administratif (ve) est appelé à s'abstenir de toute situation qui pourrait le mettre en conflits d'intérêts dans le cadre de la mission qui lui est assignée.